

ESRS S2**TRAVAILLEURS DE LA CHAÎNE DE VALEUR**

Table des matières

Objectif

Interaction avec d'autres ESRS

Exigences de publication

— ESRS 2 Informations générales à publier

Stratégie

- Exigence de publication liée à ESRS 2 SBM-2 — Intérêts et points de vue des parties prenantes
- Exigence de publication liée à ESRS 2 SBM-3 — Impacts, risques et opportunités matériels et interactions avec la stratégie et le modèle économique

Gestion des impacts, risques et opportunités

- Exigence de publication S2-1 — Politiques relatives aux travailleurs de la chaîne de valeur
- Exigence de publication S2-2 — Processus de dialogue avec les travailleurs de la chaîne de valeur au sujet des impacts
- Exigence de publication S2-3 — Processus visant à remédier aux impacts négatifs et canaux permettant aux travailleurs de la chaîne de valeur de faire part de leurs préoccupations
- Exigence de publication S2-4 — Actions concernant les impacts matériels sur les travailleurs de la chaîne de valeur, approches visant à gérer les risques matériels et à saisir les opportunités matérielles concernant les travailleurs de la chaîne de valeur, et efficacité de ces actions

Indicateurs et cibles

- Exigence de publication S2-5 — Cibles liées à la gestion des impacts négatifs matériels, à la promotion des impacts positifs et à la gestion des risques et opportunités matériels

Appendice A: Exigences d'application

— Objectif

— ESRS 2 Informations générales à publier

Stratégie

- Exigence de publication liée à ESRS 2 SBM-2 — Intérêts et points de vue des parties prenantes
- Exigence de publication liée à ESRS 2 SBM-3 — Impacts, risques et opportunités matériels et interactions avec la stratégie et le modèle économique

Gestion des impacts, risques et opportunités

- Exigence de publication S2-1 — Politiques relatives aux travailleurs de la chaîne de valeur
- Exigence de publication S2-2 — Processus de dialogue avec les travailleurs de la chaîne de valeur au sujet des impacts
- Exigence de publication S2-3 — Processus visant à remédier aux impacts négatifs et canaux permettant aux travailleurs de la chaîne de valeur de faire part de leurs préoccupations
- Exigence de publication S2-4 — Actions concernant les impacts matériels, approches visant à gérer les risques matériels et à saisir les opportunités matérielles concernant les travailleurs de la chaîne de valeur, et efficacité de ces actions

Indicateurs et cibles

- Exigence de publication S2-5 — Cibles liées à la gestion des impacts négatifs matériels, à la promotion des impacts positifs et à la gestion des risques et opportunités matériels

Objectif

1. La présente norme a pour objectif de préciser les exigences de publication qui permettront aux **utilisateurs de l'état de durabilité** de comprendre les **impacts** matériels qui peuvent s'exercer sur les **travailleurs de la chaîne de valeur** en lien avec les activités de l'entreprise et de sa chaîne de valeur, y compris ceux à travers ses produits ou services et ses relations d'affaires, ainsi que les risques et opportunités matériels qui s'y rattachent, notamment:
 - a) la manière dont l'entreprise influe sur les travailleurs de sa chaîne de valeur, pour ce qui est des impacts positifs et négatifs matériels, réels ou potentiels;
 - b) les **actions** éventuellement entreprises pour prévenir, atténuer ou corriger les impacts négatifs réels ou potentiels, et pour parer à ces risques et saisir ces opportunités, et le résultat de ces actions;
 - c) la nature, le type et l'ampleur des risques et opportunités matériels de l'entreprise, y compris ceux qui sont liés à ses impacts sur les travailleurs de la chaîne de valeur et à ses **dépendances** à l'égard de ceux-ci, et la manière dont l'entreprise les gère; et
 - d) les **effets financiers** sur l'entreprise, à court, moyen et long terme, de risques et opportunités matériels, y compris ceux découlant de ses impacts sur les travailleurs de la chaîne de valeur et de sa dépendance à l'égard de ceux-ci.
2. Aux fins de la réalisation de cet objectif, la présente norme exige une explication de l'approche générale suivie par l'entreprise pour identifier et gérer les **impacts** matériels réels et potentiels sur les travailleurs de la **chaîne de valeur** pour ce qui est des aspects suivants:
 - a) les conditions de travail (par exemple, sécurité de l'emploi, temps de travail, **salaire décent**, **dialogue social**, liberté d'association, y compris l'existence de comités d'entreprise, **négociation collective**, **équilibre entre vie professionnelle et vie privée**, et santé et sécurité);
 - b) **l'égalité de traitement** et **l'égalité des chances** pour tous (par exemple, égalité de genre et égalité de **rémunération** pour un travail de valeur égale, **formation** et **développement** des compétences, emploi et inclusion des **personnes handicapées**, mesures de lutte contre la violence et le **harcèlement** sur le lieu de travail, et diversité);
 - c) d'autres droits liés au travail (par exemple, **travail des enfants**, **travail forcé**, logement adéquat, eau et assainissement, et protection de la vie privée).
3. La présente norme exige également une explication de la manière dont ces impacts, ainsi que les **dépendances** de l'entreprise à l'égard des **travailleurs de la chaîne de valeur**, peuvent générer des risques ou opportunités matériels pour l'entreprise. Par exemple, les impacts négatifs sur les travailleurs de la chaîne de valeur peuvent perturber les activités de l'entreprise (les clients refusant d'acheter ses produits ou les organismes publics saisissant ses marchandises) et nuire à sa réputation. À l'inverse, le respect des droits des travailleurs et la mise en œuvre de programmes de soutien actif (dans le cadre, par exemple, d'initiatives d'éducation financière) peuvent créer des opportunités commerciales, telles qu'une offre plus fiable ou un élargissement de la base de **consommateurs** futurs.
4. La présente norme porte sur tous les travailleurs de la **chaîne de valeur** en amont ou en aval de l'entreprise qui sont ou peuvent être touchés par des impacts matériels liés à l'entreprise, à savoir les impacts liés à ses propres activités et à sa chaîne de valeur, y compris ceux qui s'exercent au travers de ses produits ou services et de ses relations d'affaires. Elle englobe ainsi tous les travailleurs qui ne relèvent pas de la notion de «**personnel de l'entreprise**» (le «personnel de l'entreprise» étant constitué de **salariés**, de contractants individuels, à savoir les travailleurs indépendants, et de travailleurs mis à disposition par des entreprises tierces exerçant principalement des «activités liées à l'emploi»). Le **personnel de l'entreprise** relève d'ESRS S1 *Personnel de l'entreprise*. Voir l'AR 3 pour des exemples de travailleurs relevant de la présente norme.

Interaction avec d'autres ESRS

5. La présente norme s'applique lorsque des **impacts** matériels sur les **travailleurs de la chaîne de valeur** et/ou des **risques** et **opportunités** matériels liés à ces travailleurs ont été détectés au cours du processus d'évaluation de la matérialité décrit dans ESRS 2 *Informations générales à publier*
6. Il convient de lire la présente norme parallèlement à ESRS 1 *Exigences générales*, à ESRS 2, à ESRS S1, à ESRS S3 *Communautés affectées* et à ESRS S4 *Consommateurs et utilisateurs finaux*.
7. Dans l'optique d'une publication d'informations efficace, les informations à publier en vertu de la présente norme sont cohérentes, concordantes et, le cas échéant, clairement mises en rapport avec les informations sur le **personnel** de l'entreprise publiées en vertu d'ESRS S1.

Exigences de publication

ESRS 2 *Informations générales à publier*

8. Il convient de lire les exigences de la présente section en lien avec les informations requises en vertu d'ESRS 2 sur la stratégie (SBM). Les informations en résultant sont présentées en même temps que les informations requises en vertu d'ESRS 2, à l'exception de SBM-3 *Impacts, risques et opportunités matériels et interactions avec la stratégie et le modèle économique*, pour laquelle l'entreprise a la possibilité de présenter les informations en même temps que les informations thématiques.

Stratégie

Exigence de publication liée à ESRS 2 SBM-2 — Intérêts et points de vue des parties prenantes

9. Lorsqu'elle applique le paragraphe 43 d'ESRS 2 SBM-2, l'entreprise indique la manière dont les intérêts, les points de vue et les droits de ses **travailleurs de la chaîne de valeur**, y compris le respect des droits de l'homme, sont susceptibles d'être concernés par des impacts matériels de l'entreprise et façonnent sa stratégie et son modèle économique. Les travailleurs de la chaîne de valeur constituent un groupe clé de **parties prenantes** affectées.

Exigence de publication liée à ESRS 2 SBM-3 — Impacts, risques et opportunités matériels et interactions avec la stratégie et le modèle économique

10. Lorsqu'elle applique le paragraphe 48 d'ESRS 2 SBM-3, l'entreprise indique:
 - a) si et comment les impacts réels et potentiels sur les **travailleurs de la chaîne de valeur**, tels que décrits dans ESRS 2 IRO-1 *Description des processus d'identification et d'analyse des impacts, risques et opportunités matériels*:
 - i) résultent de la stratégie et du modèle économique de l'entreprise ou y sont liés, et ii) façonnent la stratégie et le modèle économique de l'entreprise ou contribuent à leur adaptation; ainsi que
 - b) la relation entre ses risques et opportunités matériels découlant des impacts sur les **travailleurs de la chaîne de valeur** et des **dépendances** à l'égard de ceux-ci, d'une part, et sa stratégie et son modèle économique, d'autre part.
11. Lorsqu'elle se conforme aux exigences visées au paragraphe 48 d'ESRS 2 SBM-3, l'entreprise indique si tous les **travailleurs de la chaîne de valeur** sur lesquels elle est susceptible d'avoir des impacts matériels, notamment des impacts en lien avec ses activités et sa chaîne de valeur, y compris par l'intermédiaire de ses produits ou services et de ses relations d'affaires, sont inclus dans le périmètre des informations qu'elle publie au titre d'ESRS 2. En outre, l'entreprise fournit les informations suivantes:
 - a) une description succincte des types de travailleurs de la chaîne de valeur susceptibles d'être concernés par des impacts matériels de l'entreprise, notamment par des impacts liés aux activités et à la chaîne de valeur de l'entreprise, y compris par l'intermédiaire de ses produits ou services et de ses relations d'affaires, l'entreprise précisant s'il s'agit:
 - i) de travailleurs travaillant sur le **site** de l'entreprise mais qui ne font pas partie de son **personnel**, c'est-à-dire qui ne sont pas des travailleurs indépendants ou des travailleurs mis à disposition par des entreprises tierces exerçant principalement des activités liées à l'emploi (qui relèvent d'ESRS S1);

- ii) de travailleurs travaillant pour des entités de la chaîne de valeur en amont de l'entreprise (exerçant, par exemple, des activités d'extraction de métaux ou de minéraux, de récolte de produits de base, de raffinage, de fabrication ou d'autres formes de transformation);
 - iii) de travailleurs travaillant pour des entités de la chaîne de valeur en aval de l'entreprise (exerçant, par exemple, des activités dans le secteur de la logistique ou de la distribution, des activités de franchisés, des activités de détaillants);
 - iv) de travailleurs participant aux activités d'une coentreprise ou d'une entité ad hoc dont fait partie l'entreprise déclarante;
 - v) de travailleurs (des catégories ci-dessus ou non) qui sont particulièrement exposés à des impacts négatifs, que ce soit en raison de leurs caractéristiques intrinsèques ou du contexte particulier, tels que les syndicalistes, les travailleurs migrants, les travailleurs à domicile, les femmes ou les jeunes travailleurs;
- b) les territoires, à l'échelon national ou à d'autres échelons, ou les produits pour lesquels il existe, pour les travailleurs de la chaîne de valeur de l'entreprise, un risque important de **travail des enfants** ou de **travail forcé** ou obligatoire ⁽¹⁰⁴⁾;
- c) en cas d'impacts négatifs matériels, une précision indiquant s'il s'agit i) d'impacts étendus ou systémiques dans les contextes dans lesquels l'entreprise opère ou s'approvisionne ou dans ses **relations d'affaires** (par exemple, **travail des enfants** ou **travail forcé** dans les **chaînes d'approvisionnement** de certains produits de base dans certains pays ou certaines régions), ou ii) d'impacts liés à des **incidents** ponctuels (par exemple, un accident industriel ou un déversement d'hydrocarbures) ou propres à certaines relations d'affaires. L'entreprise prend notamment en considération les impacts sur les **travailleurs de la chaîne de valeur** qui peuvent résulter de la transition vers des activités plus écologiques et neutres pour le climat. Parmi les impacts potentiels figurent les impacts liés à l'innovation et à la restructuration, celles liées à la fermeture de mines, celles liées à l'intensification de l'extraction de minéraux nécessaire au passage à une économie durable, et celles liées à la production de panneaux solaires;
- d) en cas d'impacts positifs matériels, une description succincte des activités donnant lieu aux impacts positifs (par exemple, pratiques d'achat actualisées, renforcement des capacités des travailleurs de la chaîne d'approvisionnement), y compris des opportunités pour le personnel en matière de création d'emplois et de perfectionnement professionnel dans le contexte d'une «transition juste», et des types de travailleurs de la chaîne de valeur concernés ou susceptibles d'être concernés par ces impacts positifs; l'entreprise peut également indiquer si ces impacts positifs se produisent dans des pays ou régions précis; et
- e) tous les risques et opportunités matériels pour l'entreprise découlant des impacts sur les travailleurs de la chaîne de valeur et des **dépendances** à l'égard de ceux-ci.
12. Lorsqu'elle décrit les principaux types de **travailleurs de la chaîne de valeur** qui sont affectés ou susceptibles d'être affectés par des impacts négatifs, sur la base de l'évaluation de la matérialité en vertu de l'exigence de publication ESRS 2 IRO-1, l'entreprise indique si et comment elle a pu déterminer la manière dont les travailleurs présentant des caractéristiques particulières, ceux qui travaillent dans des contextes particuliers ou ceux qui exercent des activités particulières peuvent être exposés davantage à un risque de préjudice.
13. Parmi les risques et opportunités matériels découlant des impacts sur les **travailleurs de la chaîne de valeur** et des **dépendances** à l'égard de ceux-ci, l'entreprise communique, le cas échéant, ceux qui concernent des groupes particuliers de travailleurs de la chaîne de valeur (par exemple, certains groupes d'âge ou les travailleurs dans une usine ou un pays donné) plutôt que tous les travailleurs de la chaîne de valeur.

⁽¹⁰⁴⁾ Ces informations répondent aux besoins d'information des acteurs des marchés financiers soumis au règlement (UE) 2019/2088, car elles découlent d'indicateurs supplémentaires relatifs aux principaux impacts négatifs et correspondant aux indicateurs n° 12 et n° 13 du tableau 3 de l'annexe I du règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission concernant les règles de publication d'informations sur les investissements durables («Activités et fournisseurs présentant un risque important d'exploitation d'enfants par le travail» et «Activités et fournisseurs présentant un risque important de travail forcé ou obligatoire»).

Gestion des impacts, risques et opportunités

Exigence de publication S2-1 — Politiques relatives aux travailleurs de la chaîne de valeur

14. **L'entreprise décrit les politiques qu'elle a adoptées pour gérer ses impacts matériels sur les travailleurs de la chaîne de valeur, ainsi que les risques et opportunités matériels qui y sont associés.**
15. Cette exigence de publication a pour objectif de permettre de comprendre dans quelle mesure l'entreprise dispose de **politiques** portant spécifiquement sur l'identification, l'évaluation, la gestion et la **réparation** des **impacts** matériels sur les **travailleurs de la chaîne de valeur**, ainsi que de politiques régissant les **risques** et **opportunités** matériels liés aux travailleurs de la chaîne de valeur.
16. Les informations à publier en vertu du paragraphe 14 contiennent les informations relatives aux politiques de l'entreprise en matière de gestion des impacts, risques et opportunités matériels concernant ses **travailleurs de la chaîne de valeur**, conformément à ESRS 2 MDR-P *Politiques adoptées pour gérer les enjeux de durabilité matériels*. En outre, l'entreprise précise si ces politiques portent sur des groupes particuliers de **travailleurs de la chaîne de valeur** ou sur tous les travailleurs de la chaîne de valeur.
17. L'entreprise décrit les engagements **stratégiques** ⁽¹⁰⁵⁾ en matière de droits de l'homme qu'elle prend et qui sont pertinents pour les **travailleurs de la chaîne de valeur**, y compris ses processus et mécanismes permettant de contrôler le respect des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, de la déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales ⁽¹⁰⁶⁾. Dans les informations qu'elle publie, l'entreprise se concentre sur les enjeux matériels ainsi que sur son approche générale concernant:
 - a) le respect des droits de l'homme, y compris les droits du travail et des travailleurs;
 - b) le dialogue avec les travailleurs de la chaîne de valeur; et
 - c) les mesures visant à **réparer** et/ou à permettre de réparer les impacts sur les droits de l'homme.
18. L'entreprise indique si ses politiques relatives aux **travailleurs de la chaîne de valeur** portent explicitement sur la traite des êtres humains ⁽¹⁰⁷⁾, le **travail forcé** ou obligatoire et le **travail des enfants**. Elle indique aussi si elle met en œuvre un code de conduite à l'égard de ses **fournisseurs** ⁽¹⁰⁸⁾.

⁽¹⁰⁵⁾ Ces informations répondent aux besoins d'information des acteurs des marchés financiers soumis au règlement (UE) 2019/2088, car elles découlent d'un indicateur supplémentaire relatif aux principaux impacts négatifs, correspondant à l'indicateur n° 9 du tableau 3 de l'annexe I du règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission concernant les règles de publication d'informations sur les investissements durables («Absence de politique en matière de droits de l'homme»).

⁽¹⁰⁶⁾ Ces informations répondent aux besoins d'information des acteurs des marchés financiers soumis au règlement (UE) 2019/2088 car elles découlent d'un indicateur obligatoire lié aux principaux impacts négatifs, qui correspond à l'indicateur n° 11 du tableau 1 de l'annexe I du règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission concernant les règles de publication d'informations sur les investissements durables («Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales»).

⁽¹⁰⁷⁾ Ces informations répondent aux besoins d'information des acteurs des marchés financiers soumis au règlement (UE) 2019/2088, car elles découlent d'un indicateur supplémentaire relatif aux principaux impacts négatifs, qui correspond à l'indicateur n° 11 du tableau 3 de l'annexe I du règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission concernant les règles de publication d'informations sur les investissements durables («Absence de processus et de mesures de prévention de la traite des êtres humains»).

⁽¹⁰⁸⁾ Ces informations répondent aux besoins d'information des acteurs des marchés financiers soumis au règlement (UE) 2019/2088, car elles découlent d'un indicateur supplémentaire relatif aux principaux impacts négatifs, qui correspond à l'indicateur n° 4 du tableau 3 de l'annexe I du règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission concernant les règles de publication d'informations sur les investissements durables («Absence de code de conduite pour les fournisseurs»).

19. L'entreprise indique si et comment ses politiques relatives aux **travailleurs de la chaîne de valeur** sont alignées sur les instruments internationalement reconnus applicables aux travailleurs de la chaîne de valeur, notamment sur les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme⁽¹⁰⁹⁾. L'entreprise indique également dans quelle mesure des cas de non-respect des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, de la déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales qui impliquent des travailleurs de la chaîne de valeur ont été signalés dans sa chaîne de valeur en amont et en aval et, le cas échéant, communique la nature de ces cas⁽¹¹⁰⁾.

Exigence de publication S2-2 — Processus de dialogue avec les travailleurs de la chaîne de valeur au sujet des impacts

20. **L'entreprise communique ses processus généraux de dialogue avec les travailleurs de la chaîne de valeur et leurs représentants en ce qui concerne les impacts réels et potentiels sur ces travailleurs.**
21. Cette exigence de publication a pour objectif de permettre de comprendre si et comment l'entreprise, dans le cadre de son processus permanent de vigilance raisonnable, dialogue avec les **travailleurs de la chaîne de valeur** et leurs représentants légitimes, ou avec des **intermédiaires de confiance**, en ce qui concerne les impacts matériels, positifs ou négatifs, réels ou potentiels, qui les affectent ou sont susceptibles de les affecter, et si et comment elle tient compte du point de vue des travailleurs de la chaîne de valeur dans ses processus décisionnels.
22. L'entreprise indique si et comment les points de vue des **travailleurs de la chaîne de valeur** façonnent ses décisions ou activités visant à gérer les impacts réels et potentiels sur ces travailleurs. Elle explique notamment, le cas échéant:
- a) si le dialogue a lieu directement avec les travailleurs de la chaîne de valeur ou leurs **représentants légitimes**, ou avec des **intermédiaires de confiance** qui connaissent leur situation;
 - b) à quels moments il a lieu, de quel type de dialogue il s'agit, et quelle est sa fréquence;
 - c) la fonction et le rôle le plus élevé au sein de l'entreprise auxquels incombe la responsabilité opérationnelle de veiller à ce que ce dialogue ait lieu et à ce que ses résultats étayent l'approche de l'entreprise;
 - d) les accords-cadres globaux ou les autres accords que l'entreprise a conclus avec des fédérations syndicales internationales en ce qui concerne le respect des droits de l'homme des travailleurs de la chaîne de valeur, y compris leur droit de négocier collectivement, en expliquant notamment la manière dont ces accords permettent à l'entreprise de connaître les points de vue de ces travailleurs; et
 - e) la manière dont l'entreprise évalue l'efficacité de son dialogue avec les travailleurs de la chaîne de valeur, y compris, s'il y a lieu, les accords et les résultats qui en découlent.

⁽¹⁰⁹⁾ Ces informations répondent aux besoins des administrateurs d'indices de référence en matière de publication des facteurs ESG relevant du règlement (UE) 2020/1816, tels qu'ils sont définis par l'indicateur «Exposition du portefeuille d'indices de référence à des entreprises ne disposant pas de politiques de vigilance raisonnable sur les questions traitées par les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail 1 à 8» figurant aux sections 1 et 2 de l'annexe II.

⁽¹¹⁰⁾ Ces informations répondent aux besoins d'information des acteurs des marchés financiers soumis au règlement (UE) 2019/2088, car elles découlent d'un indicateur obligatoire lié aux principaux impacts négatifs, correspondant à l'indicateur n° 10 du tableau 1 de l'annexe I du règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission en ce qui concerne les règles en matière de publication d'informations sur les investissements durables, et elles répondent aux besoins d'information des administrateurs d'indices de référence tenus de publier les facteurs ESG conformément au règlement (UE) 2020/1816, comme indiqué par les indicateurs «Nombre de composantes de l'indice de référence connaissant des violations sociales (en nombre absolu et en proportion du nombre total des composantes de l'indice de référence), telles que visées dans les traités et conventions internationaux, les principes des Nations unies ou, le cas échéant, le droit national» et «Exposition du portefeuille de l'indice de référence aux entreprises dénuées de politiques de vigilance raisonnable sur les questions visées par les conventions fondamentales 1 à 8 de l'Organisation internationale du travail» dans les sections 1 et 2 de l'annexe II.

23. Le cas échéant, l'entreprise communique les mesures qu'elle prend pour connaître le point de vue des travailleurs susceptibles d'être particulièrement exposés à des impacts et/ou marginalisés (par exemple, les travailleurs de sexe féminin, les travailleurs migrants, les travailleurs handicapés).
24. Si l'entreprise n'est pas en mesure de publier les informations requises ci-dessus parce qu'elle n'a pas défini de processus général de dialogue avec les travailleurs de la chaîne de valeur, elle doit le signaler. Elle peut indiquer un délai dans lequel elle entend mettre en place un tel processus.

Exigence de publication S2-3 — Processus visant à remédier aux impacts négatifs et canaux permettant aux travailleurs de la chaîne de valeur de faire part de leurs préoccupations

25. **L'entreprise décrit les processus qu'elle a mis en place pour procéder ou coopérer à la réparation des impacts négatifs sur les travailleurs de la chaîne de valeur en lien avec ses activités, ainsi que les canaux mis à la disposition desdits travailleurs pour qu'ils puissent faire part de leurs préoccupations et demander qu'il y soit remédié.**
26. Cette exigence de publication a pour objectif de permettre de comprendre les moyens formels par lesquels les **travailleurs de la chaîne de valeur** peuvent faire connaître leurs préoccupations et leurs besoins directement à l'entreprise et/ou par lesquels l'entreprise veille à la mise à disposition de tels canaux (**mécanismes de réclamation**, par exemple) sur leur lieu de travail, ainsi que la manière dont est assuré le suivi des questions soulevées avec ces travailleurs et l'efficacité de ces canaux.
27. L'entreprise décrit:
 - a) son approche générale et ses processus pour apporter une **réparation** ou y contribuer lorsqu'elle constate qu'elle a eu un impact négatif matériel sur des **travailleurs de la chaîne de valeur**, ou qu'elle y a contribué, en précisant si elle vérifie l'efficacité de la mesure de réparation prise, et comment;
 - b) les canaux spécifiques qu'elle a éventuellement mis en place pour permettre aux travailleurs de la chaîne de valeur de lui faire part directement de leurs préoccupations ou de leurs besoins et de demander d'y remédier, en précisant si ces canaux ont été mis en place par l'entreprise elle-même et/ou s'il s'agit de mécanismes de tiers;
 - c) les processus par lesquels elle encourage ou exige la mise à disposition de ces canaux sur le lieu de travail des travailleurs de la chaîne de valeur; et
 - d) la manière dont l'entreprise surveille et suit les questions soulevées et traitées, et dont elle garantit l'efficacité des canaux, en précisant si elle y associe les **parties prenantes** qui sont les **utilisateurs** auxquels ces canaux sont destinés.
28. L'entreprise indique si et comment elle estime que les **travailleurs de la chaîne de valeur** ont connaissance de ces structures ou processus et leur font confiance pour faire part de leurs préoccupations ou de leurs besoins et demander qu'il y soit remédié. En outre, l'entreprise indique si elle a adopté des politiques pour protéger d'éventuelles représailles les personnes qui ont recours à ces structures ou processus. Si ces informations ont été publiées conformément à ESRS G1-1, l'entreprise peut s'y référer.
29. Si l'entreprise n'est pas en mesure de publier les informations requises ci-dessus parce qu'elle n'a pas créé de canal permettant aux **travailleurs de sa chaîne de valeur** de faire entendre leurs préoccupations et/ou parce qu'elle n'a pas veillé à la mise à disposition d'un tel canal sur leur lieu de travail, elle doit le signaler. Elle peut indiquer un délai dans lequel elle entend mettre en place un tel canal ou processus.

Exigence de publication S2-4 — Actions concernant les impacts matériels sur les travailleurs de la chaîne de valeur, approches visant à gérer les risques matériels et à saisir les opportunités matérielles concernant les travailleurs de la chaîne de valeur, et efficacité de ces actions

30. **L'entreprise communique les réponses qu'elle apporte pour faire face aux impacts matériels sur les travailleurs de la chaîne de valeur et les actions qu'elle entreprend pour gérer les risques matériels et saisir les opportunités matérielles concernant les travailleurs de la chaîne de valeur, ainsi que l'efficacité de ces réponses et actions.**

31. Cette exigence de publication a un objectif double. Premièrement, elle vise à permettre de comprendre toute action ou initiative par laquelle l'entreprise cherche à:

- a) prévenir, atténuer et **remédier** à tout **impact** négatif matériel sur les **travailleurs de la chaîne de valeur**; et/ou
- b) obtenir des impacts positifs matériels pour les travailleurs de la chaîne de valeur.

Deuxièmement, elle vise à permettre de comprendre la manière dont l'entreprise traite les **risques** matériels et saisit les **opportunités** matérielles concernant les **travailleurs de la chaîne de valeur**.

L'entreprise fournit une description succincte des plans d'action et des ressources nécessaires pour gérer les impacts, risques et opportunités matériels liés aux **travailleurs de la chaîne de valeur**, conformément à ESRS 2 MDR-A Actions et ressources relatives aux enjeux de durabilité matériels.

32. En ce qui concerne les **impacts** matériels, l'entreprise décrit:

- a) les actions entreprises, prévues ou en cours pour prévenir ou atténuer les impacts négatifs matériels sur les **travailleurs de la chaîne de valeur**;
- b) les actions entreprises, s'il en est, pour **remédier** ou permettre de remédier à un impact matériel réel;
- c) les éventuelles **actions** ou initiatives supplémentaires qu'elle a mises en place dans le but premier de créer des impacts positifs pour les travailleurs de la chaîne de valeur; et
- d) la manière dont elle suit et évalue la capacité de ces **actions** et initiatives à produire les résultats escomptés pour les travailleurs de la chaîne de valeur.

33. En ce qui concerne le paragraphe 30, l'entreprise décrit:

- a) les processus grâce auxquels elle détermine les actions qui sont nécessaires et appropriées pour parer à des impacts négatifs, réels ou potentiels, sur les **travailleurs de la chaîne de valeur**;
- b) la façon dont elle agit face à un impact négatif matériel sur les travailleurs de la chaîne de valeur, y compris toute action portant sur ses pratiques en matière d'achat ou autres pratiques internes, ainsi que le renforcement des capacités ou d'autres formes de dialogue avec des entités de la chaîne de valeur, ou des formes d'action collaborative avec des homologues du secteur ou d'autres parties concernées; et
- c) la manière dont elle veille à la mise en place de processus pour **remédier** ou permettre de remédier à d'éventuels impacts négatifs matériels ainsi qu'à l'efficacité de leur mise en œuvre et de leurs résultats.

34. En ce qui concerne les risques et opportunités matériels, l'entreprise décrit:

- a) les actions prévues ou en cours pour atténuer les risques matériels pour l'entreprise découlant de ses impacts sur les **travailleurs de la chaîne de valeur** et de ses **dépendances** à l'égard de ceux-ci, et la manière dont elle mesure leur efficacité dans la pratique; et
- b) les actions prévues ou en cours pour saisir les opportunités matérielles de l'entreprise concernant les travailleurs de la chaîne de valeur.

35. L'entreprise indique si et comment elle agit pour éviter de causer ou de contribuer à des impacts négatifs matériels sur les travailleurs de la **chaîne de valeur** par ses pratiques, y compris, le cas échéant, ses pratiques en matière d'achat, de vente et d'utilisation des données. Elle peut notamment communiquer l'approche qu'elle suit en cas de tensions entre la prévention ou l'atténuation des impacts négatifs matériels et d'autres pressions exercées sur l'entreprise.

36. L'entreprise indique également si des problèmes et **incidents** graves en matière de droits de l'homme liés à sa **chaîne de valeur** en amont et en aval ont été signalés et, le cas échéant, communique ces problèmes et incidents ⁽¹¹¹⁾.
37. Si l'entreprise évalue l'efficacité d'une action en fixant une cible, elle prend en considération les exigences définies dans ESRS 2 (voir ESRS 2 MDR-T Suivi de l'efficacité des politiques et des **actions** au moyen de **cibles**) lorsqu'elle publie les informations requises en vertu du paragraphe 32, point c).
38. L'entreprise indique quelles ressources sont allouées à la gestion de ses impacts matériels, en fournissant des informations qui permettent aux **utilisateurs** de comprendre comment sont gérés ces impacts.

Indicateurs et cibles

Exigence de publication S2-5 — Cibles liées à la gestion des impacts négatifs matériels, à la promotion des impacts positifs et à la gestion des risques et opportunités matériels

39. **L'entreprise communique les cibles assorties d'échéances et axées sur les résultats qu'elle peut avoir fixées concernant:**
 - a) **la réduction des impacts négatifs sur les travailleurs de la chaîne de valeur; et/ou**
 - b) **la promotion des impacts positifs sur les travailleurs de la chaîne de valeur; et/ou**
 - c) **la gestion des risques et opportunités matériels liés aux travailleurs de la chaîne de valeur.**
40. Cette exigence de publication a pour objectif de permettre de comprendre dans quelle mesure l'entreprise utilise des **cibles** assorties d'échéances et axées sur les résultats pour guider et mesurer ses progrès dans la lutte contre les impacts négatifs matériels/la promotion des impacts positifs sur les travailleurs de la **chaîne de valeur** et dans la gestion des risques et opportunités matériels liés aux travailleurs de la chaîne de valeur.
41. La description succincte des **cibles** relatives à la gestion des impacts, risques et opportunités matériels liés aux **travailleurs de la chaîne de valeur** contient les informations requises en vertu d'ESRS 2 MDR-T.
42. L'entreprise communique le processus de fixation des **cibles**, en indiquant notamment si et comment elle a dialogué directement avec les travailleurs de la chaîne de valeur, avec leurs représentants légitimes ou avec des **intermédiaires de confiance** qui connaissent leur situation, pour:
 - a) définir ces cibles;
 - b) suivre ses performances par rapport à ces cibles; et
 - c) en tirer les enseignements ou répertorier les améliorations résultant des performances de l'entreprise.

⁽¹¹¹⁾ Ces informations répondent aux besoins d'information des acteurs des marchés financiers soumis au règlement (UE) 2019/2088, car elles découlent d'un indicateur supplémentaire relatif aux principaux impacts négatifs, correspondant à l'indicateur n° 14 du tableau 3 de l'annexe I du règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission concernant les règles de publication d'informations sur les investissements durables («Nombre de problèmes et d'incidents graves recensés en matière de droits de l'homme»).

Appendice A

Exigences d'application

Le présent appendice fait partie intégrante d'ESRS 2 *Travailleurs de la chaîne de valeur*. Il décrit la façon d'appliquer les exigences de publication énoncées dans la présente norme et fait autorité au même titre que les autres parties d'ESRS 2.

Objectif

- AR 1. En complément des éléments énumérés au paragraphe 2, l'entreprise peut également envisager de publier des informations relatives à d'autres aspects liés à un impact matériel sur une période plus courte, tels que des initiatives concernant la santé et la sécurité des **travailleurs de la chaîne de valeur** durant une pandémie.
- AR 2. L'aperçu des aspects sociaux et des droits de l'homme visé au paragraphe 2 ne signifie pas que tous ces aspects doivent être déclarés pour chaque exigence de publication prévue par la présente norme. Il s'agit plutôt d'une liste d'enjeux que l'entreprise doit prendre en considération dans son évaluation de la matérialité (voir le chapitre 3 *La double matérialité, fondement de la publication d'informations en matière de durabilité* d'ESRS 1 et ESRS 2 IRO-1) pour les **travailleurs de la chaîne de valeur** et qu'elle doit communiquer, le cas échéant, en tant qu'impacts, risques et opportunités matériels relevant de la présente norme.
- AR 3. Relèvent, par exemple, de la présente norme:
- a) les travailleurs de prestataires de services externalisés qui travaillent dans les locaux de l'entreprise (tels que les travailleurs d'entreprises extérieures de restauration ou de sécurité);
 - b) les travailleurs d'un **fournisseur** ayant conclu un contrat avec l'entreprise qui opèrent dans les locaux de ce fournisseur en appliquant les méthodes de travail de celui-ci;
 - c) les travailleurs d'une entité «en aval» qui achète des biens ou des services à l'entreprise;
 - d) les travailleurs d'une entité fournissant des équipements à l'entreprise qui, sur un lieu de travail contrôlé par l'entreprise, réalisent des tâches de maintenance régulière sur l'équipement ainsi fourni (photocopieuses, par exemple), conformément au contrat conclu entre le fournisseur d'équipements et l'entreprise; et
 - e) les travailleurs plus en amont de la **chaîne d'approvisionnement** qui extraient les produits de base qui sont ensuite transformés en composants entrant dans les produits de l'entreprise.

ESRS 2 Informations générales à publier

Stratégie

Exigence de publication liée à ESRS 2 SBM-2 — Intérêts et points de vue des parties prenantes

- AR 4. En vertu de l'exigence de publication ESRS 2 SBM-2, l'entreprise doit expliquer si et comment elle prend en considération le rôle éventuel joué par sa stratégie et son **modèle économique** dans la création, l'exacerbation ou l'atténuation des **impacts** matériels sur les travailleurs de la **chaîne de valeur**, et si et comment elle adapte sa stratégie et son modèle économique face à ces impacts matériels.
- AR 5. Même si les travailleurs de la **chaîne de valeur** ne dialoguent pas nécessairement avec l'entreprise en ce qui concerne sa stratégie et son modèle économique, leurs points de vue peuvent éclairer l'évaluation par l'entreprise de sa stratégie et de son modèle économique. L'entreprise peut communiquer les points de vue des travailleurs de la chaîne de valeur et de leurs représentants.

Exigence de publication liée à ESRS 2 SBM-3 — Impacts, risques et opportunités matériels et interactions avec la stratégie et le modèle économique

- AR 6. Les **impacts** sur les travailleurs de la **chaîne de valeur** peuvent découler de la stratégie ou du **modèle économique** de l'entreprise de différentes manières. Ces impacts peuvent par exemple être liés à la proposition de valeur de l'entreprise (comme la fourniture au prix le plus bas, ou la livraison ultrarapide, de produits ou de services, selon des méthodes qui pèsent sur les droits du travail dans sa chaîne de valeur en amont et en aval), à sa **chaîne de valeur** (comme le fait de dépendre de produits de base dont la provenance n'est pas claire, et dont les impacts sur les travailleurs ne sont pas visibles) ou à la structure de ses coûts et à son modèle de revenus (le transfert du risque d'inventaire vers les fournisseurs, par exemple, peut avoir des répercussions sur les droits du travail des personnes qu'ils emploient).
- AR 7. Les impacts sur les **travailleurs de la chaîne de valeur** qui découlent de la stratégie ou du **modèle économique** peuvent également déboucher sur des **risques** matériels pour l'entreprise. Par exemple, dans le contexte d'une pandémie ou d'une autre crise sanitaire grave, une entreprise qui s'appuie sur une main-d'œuvre externe n'ayant pas ou presque pas accès aux soins de santé et aux prestations de santé peut être confrontée à de graves risques pour ses activités et leur continuité, les travailleurs n'ayant d'autre choix que de continuer à travailler pendant leur maladie, ce qui aggrave encore la propagation de la maladie et provoque d'importantes ruptures de la **chaîne d'approvisionnement**. Autre exemple: la vente de biens sur la base du prix le plus bas pour les clients crée des risques opérationnels, étant donné que les **fournisseurs** soumis à une pression extrême sur les prix peuvent sous-traiter la production, ce qui entraîne une baisse de la qualité et rend la chaîne d'approvisionnement plus longue, moins transparente et moins contrôlable. Les risques pour la réputation et les opportunités économiques de l'entreprise liés à l'exploitation de travailleurs peu qualifiés et peu rémunérés, dans des zones d'approvisionnement où le niveau de protection des travailleurs est minime, sont aussi renforcés par le contrecoup médiatique et par le fait que les **consommateurs** se tournent de plus en plus vers des biens plus durables ou issus d'une production plus éthique.
- AR 8. Les caractéristiques particulières des **travailleurs de la chaîne de valeur** qui peuvent être prises en considération par l'entreprise lorsqu'elle répond au paragraphe 12 concernant, par exemple, l'âge des travailleurs, les jeunes travailleurs étant plus sensibles aux **impacts** portant atteinte à leur développement physique et mental, le sexe des travailleurs, lorsque des discriminations systématiques sont exercées à l'encontre des femmes en ce qui concerne les conditions de travail, ou le statut de travailleur migrant lorsque le marché de la fourniture de main-d'œuvre est mal réglementé et que les travailleurs doivent régulièrement s'acquitter de frais de recrutement. Pour certains travailleurs, la nature même de l'activité qu'ils sont amenés à exercer peut les exposer à un risque (par exemple, les travailleurs devant manipuler des produits chimiques ou utiliser certains équipements, ou les travailleurs faiblement rémunérés ayant un contrat «zéro heure»).
- AR 9. En ce qui concerne le paragraphe 13, des risques matériels peuvent aussi résulter de la dépendance de l'entreprise à l'égard des **travailleurs de la chaîne de valeur**, dans le cas d'événements peu probables mais à fort impact pouvant avoir des **effets financiers**, par exemple dans le cas d'une pandémie mondiale nuisant gravement à la santé des travailleurs sur toute la chaîne de valeur et entraînant ainsi des perturbations majeures de la production et de la distribution. Parmi les autres exemples de risques liés à la dépendance de l'entreprise à l'égard des travailleurs de la chaîne de valeur figurent la pénurie de travailleurs qualifiés ou encore les décisions politiques ou la législation se répercutant sur les travailleurs de la chaîne de valeur travaillant pour des prestataires de services logistiques. Des risques notamment émergent lorsque certains travailleurs de la chaîne de valeur de l'entreprise sont exposés au risque de **travail forcé** et que l'entreprise importe des produits dans des pays dans lesquels la loi autorise la saisie des marchandises importées soupçonnées d'être liées au travail forcé.

Gestion des impacts, risques et opportunités

Exigence de publication S2-1 — Politiques relatives aux travailleurs de la chaîne de valeur

- AR 10. Les politiques qui se limitent au **personnel** de l'entreprise et ne s'appliquent pas aux travailleurs des entités et relations en amont et en aval sont publiées conformément à ESRS S1, et non dans le cadre de la présente exigence.

- AR 11. Si les informations publiées en vertu d'ESRS S1 incluent des informations pertinentes pour les travailleurs de la chaîne de valeur, l'entreprise peut y faire référence ici; les autres éléments à fournir doivent ensuite être communiqués en vertu de la présente exigence de publication.
- AR 12. L'entreprise peut fournir des explications sur les changements importants apportés aux politiques adoptées au cours de l'année de référence (par exemple, les nouvelles attentes pour les **fournisseurs**, les approches nouvelles ou supplémentaires concernant la vigilance raisonnable et les mesures de réparation).
- AR 13. Les **politiques** peuvent prendre la forme d'une politique autonome concernant les travailleurs de la **chaîne de valeur** ou faire partie d'un document plus général, tel qu'un code de déontologie, ou d'une politique globale en matière de durabilité dont la publication par l'entreprise a déjà été faite en vertu d'une autre ESRS. Dans de tels cas, l'entreprise renvoie, par une référence précise, aux aspects de ses politiques qui satisfont aux obligations de la présente exigence de publication.
- AR 14. Lorsqu'elle publie des informations relatives à l'alignement de ses politiques sur les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, l'entreprise tient compte du fait que ces principes directeurs font référence à la charte internationale des droits de l'homme, à savoir la déclaration universelle des droits de l'homme et les deux pactes qui la mettent en œuvre, ainsi qu'à la déclaration de l'Organisation internationale du travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail et aux principales conventions qui la sous-tendent, et peut faire état de l'alignement sur ces instruments.
- AR 15. Lorsqu'elle explique la manière dont les politiques tournées vers l'extérieur sont intégrées, l'entreprise peut, par exemple, prendre en considération les politiques internes en matière d'approvisionnement responsable et l'alignement sur d'autres politiques pertinentes pour les travailleurs de la **chaîne de valeur**, par exemple en ce qui concerne le **travail forcé**. Pour ce qui est des codes de conduite des **fournisseurs** que l'entreprise a éventuellement adoptés, le résumé indique s'ils contiennent des dispositions concernant la sécurité des travailleurs, le travail précaire (c'est-à-dire le recours à des travailleurs dont le contrat est de courte durée ou prévoit un faible nombre d'heures, les travailleurs employés par l'intermédiaire de tiers, l'attribution de contrats de sous-traitance à des tiers ou le recours à des travailleurs informels), la traite des êtres humains et le recours au travail forcé ou au **travail des enfants**, et si ces dispositions sont pleinement conformes aux normes applicables de l'OIT.
- AR 16. L'entreprise peut illustrer la manière dont elle communique ses politiques aux personnes, aux catégories de personnes ou aux entités auxquelles ces politiques s'adressent, soit parce qu'elles sont censées les mettre en œuvre (c'est le cas, par exemple, des **salariés**, des contractants et des **fournisseurs** de l'entreprise), soit parce qu'elles sont directement concernées par leur mise en œuvre (c'est le cas, par exemple, du personnel de l'entreprise et des investisseurs). Elle peut indiquer les outils et canaux de communication qu'elle utilise (dépliants, bulletins d'information, sites internet spécialisés, médias sociaux, interactions en face à face, contacts avec les représentants des travailleurs, par exemple) en vue de garantir l'accessibilité de ses **politiques** et de permettre à différents publics d'en comprendre les implications. L'entreprise peut également expliquer comment elle identifie et lève les éventuels obstacles à la diffusion, tels que la traduction dans les langues concernées ou l'utilisation de représentations graphiques.

Exigence de publication S2-2 — Processus de dialogue avec les travailleurs de la chaîne de valeur au sujet des impacts

- AR 17. Lorsqu'elle décrit la fonction ou le rôle qui assume la responsabilité opérationnelle de ce dialogue et/ou qui en est responsable en dernier ressort, l'entreprise peut indiquer s'il s'agit d'un rôle ou d'une fonction spécifique ou si cette responsabilité s'inscrit dans un rôle ou une fonction plus large, et si des activités de renforcement des capacités ont été proposées au personnel pour l'aider à participer au dialogue. Si elle n'est pas en mesure de définir un tel rôle ou une telle fonction, elle peut le signaler. L'entreprise peut également s'acquitter de cette exigence de publication en renvoyant aux informations publiées conformément à ESRS 2 GOV-1 *Rôle des organes d'administration, de direction et de surveillance*.

AR 18. Lorsqu'elle prépare les informations à publier en vertu du paragraphe 22, points b) et c), l'entreprise peut s'inspirer des exemples suivants:

- a) en ce qui concerne le calendrier des dialogues, ceux-ci peuvent avoir lieu, par exemple, i) au moment de la définition de l'approche en matière d'atténuation ou ii) lors de l'évaluation de l'efficacité des mesures d'atténuation;
- b) en ce qui concerne le type de dialogue, il peut s'agir d'une participation, d'une consultation ou d'une action d'information;
- c) en ce qui concerne la fréquence du dialogue, l'entreprise peut indiquer si le dialogue a lieu régulièrement, à certains stades d'un projet ou d'un processus commercial (par exemple lorsqu'une nouvelle saison de récolte commence ou lorsqu'une nouvelle chaîne de production est mise en service), ou en réponse à des exigences légales et/ou à des demandes des parties prenantes, et expliquer si le résultat du dialogue est intégré dans les processus décisionnels de l'entreprise; et
- d) en ce qui concerne le rôle auquel incombe la responsabilité opérationnelle, l'entreprise peut indiquer si elle exige du personnel concerné qu'il possède des compétences spécifiques, ou si ce personnel bénéficie d'une **formation** ou d'un renforcement des capacités de sa part pour participer au dialogue.

AR 19. Un accord-cadre global sert à établir une relation permanente entre une entreprise multinationale et une fédération syndicale internationale afin que l'entreprise respecte les mêmes normes dans tous les pays dans lesquels elle exerce ses activités.

AR 20. Pour illustrer la manière dont les points de vue des travailleurs de la **chaîne de valeur** ont éclairé certaines de ses décisions ou activités, l'entreprise peut donner des exemples datant de la période de reporting en cours.

Exigence de publication S2-3 — Processus visant à remédier aux impacts négatifs et canaux permettant aux travailleurs de la chaîne de valeur de faire part de leurs préoccupations

AR 21. Aux fins des obligations de l'exigence de publication ESRS S2-3, l'entreprise peut être guidée par le contenu des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, axés sur les **mécanismes** de **réparation** et de **réclamation**.

AR 22. Parmi les canaux permettant de faire part des préoccupations ou des besoins figurent les **mécanismes de réclamation**, les lignes directes, les syndicats (si les travailleurs sont syndiqués), les processus de dialogue ou d'autres moyens par lesquels les travailleurs de la **chaîne de valeur** ou leurs **représentants légitimes** peuvent faire part de leurs préoccupations quant aux impacts ou expliquer les besoins auxquels ils souhaiteraient que l'entreprise réponde. Il pourrait s'agir aussi bien de canaux mis en place directement par l'entreprise que de canaux mis à disposition par les entités dans lesquelles les travailleurs de la chaîne de valeur travaillent, en plus de tout autre mécanisme, tel que des audits de conformité, que l'entreprise pourrait utiliser pour mieux comprendre la gestion des impacts sur les travailleurs. Lorsque, aux fins de la présente exigence, l'entreprise se fonde uniquement sur les informations relatives à l'existence de tels canaux fournies par ses **relations d'affaires**, elle peut le signaler.

AR 23. Pour permettre de mieux comprendre les informations régies par l'exigence de publication ESRS S2-3, l'entreprise peut expliquer si et comment les travailleurs de la **chaîne de valeur** susceptibles d'être affectés sont en mesure d'accéder aux canaux à l'échelle de l'entreprise qui les emploie, ou avec laquelle ils ont conclu un contrat, et ce pour chaque impact important.

AR 24. Parmi les mécanismes de tiers peuvent figurer les mécanismes gérés par les pouvoirs publics, des ONG ou des associations professionnelles et d'autres initiatives collaboratives. L'entreprise peut indiquer si ces mécanismes sont accessibles à tous les travailleurs sur lesquelles elle est susceptible d'avoir un impact important, réel ou potentiel, ou aux personnes ou organisations agissant en leur nom ou qui sont susceptibles, d'une manière ou d'une autre, d'avoir connaissance d'impacts négatifs.

- AR 25. En ce qui concerne la protection des personnes qui utilisent ces mécanismes contre d'éventuelles représailles, l'entreprise peut indiquer si elle traite les réclamations de manière confidentielle et dans le respect des droits à la vie privée et à la protection des données, et si les travailleurs peuvent utiliser ces mécanismes de manière anonyme (par exemple, en se faisant représenter par un tiers).
- AR 26. Lorsqu'elle explique si et comment elle sait que les travailleurs de la **chaîne de valeur** ont connaissance de ces canaux et leur font confiance, l'entreprise peut fournir des données pertinentes et fiables sur l'efficacité de ces canaux du point de vue des travailleurs de la chaîne de valeur eux-mêmes. Elle peut ainsi utiliser des enquêtes menées auprès des travailleurs qui ont utilisé ces canaux sur leur degré de satisfaction à l'égard du processus et de ses résultats.
- AR 27. Lorsqu'elle décrit l'efficacité des canaux permettant aux travailleurs de la **chaîne de valeur** de faire part de leurs préoccupations, l'entreprise peut s'inspirer des questions ci-après, fondées sur les «critères d'efficacité pour les **mécanismes de réclamation** non judiciaires» définis dans les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, notamment le principe 31. Les considérations qui suivent peuvent s'appliquer à des canaux individuels ou à un ensemble de canaux:
- a) la légitimité des canaux est-elle assurée par l'attribution de responsabilités appropriées pour leur utilisation loyale et par la confiance qu'ils inspirent aux parties prenantes?
 - b) les canaux sont-ils communiqués et accessibles aux **parties prenantes**?
 - c) les canaux prévoient-ils une procédure claire et connue, assortie d'un calendrier indicatif?
 - d) les canaux garantissent-ils aux **parties prenantes** un accès raisonnable à des sources d'information, de conseil et d'expertise?
 - e) les canaux sont-ils transparents en ce qu'ils fournissent des informations suffisantes aux plaignants et, le cas échéant, répondent aux intérêts publics?
 - f) les résultats obtenus par l'intermédiaire des canaux sont-ils compatibles avec les droits de l'homme internationalement reconnus?
 - g) l'entreprise tire-t-elle de ces canaux des enseignements pour un apprentissage permanent visant à les améliorer et à prévenir de futurs impacts?
 - h) l'entreprise met-elle l'accent sur le dialogue avec les plaignants en tant que moyen de trouver des solutions convenant à chacun, plutôt que de chercher à résoudre unilatéralement le problème?

Exigence de publication S2-4 — Actions concernant les impacts matériels sur les travailleurs de la chaîne de valeur, approches visant à gérer les risques matériels et à saisir les opportunités matérielles concernant les travailleurs de la chaîne de valeur, et efficacité de ces actions

- AR 28. La compréhension des impacts négatifs et de la manière dont l'entreprise peut y contribuer au travers de sa chaîne de valeur peut prendre du temps, de même que la recherche de solutions appropriées et leur mise en pratique. Par conséquent, l'entreprise envisage de communiquer:
- a) ses approches générales et particulières concernant le traitement des impacts négatifs matériels;
 - b) ses initiatives pour contribuer à obtenir des impacts matériels positifs supplémentaires;
 - c) la mesure dans laquelle elle a progressé dans ses efforts au cours de la période de reporting; et
 - d) ses objectifs en matière d'amélioration continue.
- AR 29. L'action appropriée peut varier selon que l'entreprise est à l'origine de l'impact matériel ou y contribue, ou selon que l'impact matériel a un rapport direct avec les activités qu'elle exerce ou les produits ou services qu'elle fournit dans le cadre d'une relation d'affaires.

- AR 30. Étant donné qu'il est possible que les impacts négatifs matériels sur les travailleurs de la **chaîne de valeur** survenus durant la période de reporting soient aussi liés à des entités ou à des activités échappant à son contrôle direct, l'entreprise peut indiquer si et comment elle entend faire jouer son influence sur ses **relations d'affaires** pour gérer ces impacts. Elle peut par exemple recourir à un **levier** commercial (par exemple, en faisant appliquer des exigences contractuelles dans ses relations d'affaires ou en mettant en œuvre des incitations), à d'autres formes d'influence dans le cadre de sa relation (telles que la **formation** ou le renforcement des capacités en matière de droits des travailleurs des entités avec lesquelles elle entretient des relations d'affaires) ou à un levier collaboratif avec des pairs ou d'autres acteurs (notamment des initiatives en faveur d'un recrutement responsable ou de **salaires décents** pour les travailleurs).
- AR 31. Lorsque l'entreprise annonce sa participation à une initiative sectorielle ou multipartite dans le cadre de ses **actions** visant à remédier aux impacts négatifs matériels, elle peut indiquer comment l'initiative et sa participation visent à remédier à l'impact matériel concerné. Elle peut communiquer, dans le cadre d'ESRS S2-5, les **cibles** pertinentes fixées par l'initiative et les progrès accomplis en vue de les atteindre.
- AR 32. L'entreprise peut donner des exemples lorsqu'elle indique si et comment elle tient compte des impacts réels et potentiels sur les travailleurs de la **chaîne de valeur** dans ses décisions de mettre fin à des **relations d'affaires**, et si et comment elle cherche à remédier aux impacts négatifs qui pourraient résulter d'une telle résiliation.
- AR 33. Lorsque l'entreprise indique la manière dont elle évalue l'efficacité de ses **actions** de gestion des impacts matériels au cours de la période de reporting, elle peut communiquer les enseignements tirés de la période de reporting en cours et des périodes de reporting précédentes.
- AR 34. Les audits ou vérifications internes ou externes, les procédures judiciaires et/ou les décisions de justice connexes, les analyses d'impact, les systèmes de mesure, le retour d'information des parties prenantes, les **mécanismes de réclamation**, les notations de performance externes et l'évaluation comparative sont des exemples de processus utilisés pour évaluer l'efficacité des **actions**.
- AR 35. Le suivi de l'efficacité vise à permettre de comprendre les liens entre les **actions** menées par l'entreprise et la gestion efficace des impacts. Par exemple, pour démontrer l'efficacité des **actions** qu'elle mène pour aider ses **fournisseurs** à améliorer leurs conditions de travail, l'entreprise peut communiquer des résultats d'enquête auprès de leurs travailleurs montrant que les conditions de travail se sont améliorées depuis qu'elle a commencé à travailler avec ces fournisseurs. L'entreprise peut communiquer, à titre d'informations complémentaires, des données montrant une diminution du nombre d'**incidents** recensés au moyen, par exemple, d'audits indépendants.
- AR 36. En ce qui concerne les initiatives ou processus de l'entreprise qui sont fondés sur les besoins des travailleurs affectés, et les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ces initiatives ou processus, l'entreprise peut communiquer:
- a) des informations indiquant si et comment les travailleurs de la **chaîne de valeur** et leurs **représentants légitimes** ou des **intermédiaires de confiance** jouent un rôle dans les décisions relatives à la conception et à la mise en œuvre de ces initiatives ou processus; et
 - b) des informations sur les résultats positifs escomptés ou obtenus pour les travailleurs de la chaîne de valeur dans le cadre de ces initiatives ou processus.
- AR 37. L'entreprise peut expliquer si les initiatives ou processus dont l'objectif premier est de produire des impacts positifs pour les travailleurs de la **chaîne de valeur** sont également conçus pour soutenir la réalisation d'un ou de plusieurs objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. Par exemple, en s'engageant en faveur de l'ODD 8 «Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein-emploi productif et un travail décent pour tous», l'entreprise pourrait renforcer les capacités des petits exploitants dans sa **chaîne d'approvisionnement**, ce qui se traduirait par une augmentation de leurs revenus; elle pourrait également soutenir la **formation** afin d'accroître la proportion de femmes capables de travailler comme livreuses dans sa chaîne de valeur en aval.

- AR 38. Lorsque l'entreprise communique les résultats positifs escomptés ou obtenus de ses **actions** pour les travailleurs de la **chaîne de valeur**, elle opère une distinction entre les données concernant certaines activités menées (par exemple, le fait que x travailleurs ont reçu une **formation** en matière d'éducation financière) et les données concernant les résultats concrets pour les travailleurs (par exemple, le fait que x travailleurs déclarent être en mesure de mieux gérer le budget de leur ménage afin d'atteindre leurs objectifs en matière d'épargne).
- AR 39. Lorsque l'entreprise indique si des initiatives ou des processus jouent également un rôle dans l'atténuation des impacts négatifs matériels, elle peut, par exemple, prendre en considération les programmes en matière d'éducation financière destinés aux travailleuses qui ont débouché sur une augmentation du nombre de promotions chez les femmes ainsi que sur une réduction du nombre de cas de **harcèlement** sexuel sur le lieu de travail.
- AR 40. Lorsque l'entreprise communique les risques et opportunités matériels liés à ses impacts sur les **travailleurs de la chaîne de valeur** et à ses **dépendances** à leur égard, l'entreprise peut tenir compte:
- a) des risques liés à ses impacts sur les travailleurs de la chaîne de valeur, parmi lesquels peuvent figurer les atteintes à sa réputation ou l'engagement de sa responsabilité juridique, s'il s'avère que des travailleurs de sa chaîne de valeur sont soumis au **travail forcé** ou au **travail des enfants**;
 - b) des risques liés à ses dépendances à l'égard des travailleurs de la chaîne de valeur, parmi lesquels peut figurer la perturbation de ses activités lorsqu'une partie importante de sa **chaîne d'approvisionnement** ou de son réseau de distribution doit être fermée en raison d'une pandémie;
 - c) des opportunités liées à ses impacts sur les travailleurs de la chaîne de valeur, parmi lesquelles peuvent figurer une différenciation sur le marché et un plus grand attrait aux yeux de la clientèle lorsque l'entreprise garantit une **rémunération** et des conditions décentes à ses non-salariés; et
 - d) des opportunités liées à ses dépendances à l'égard de travailleurs de la chaîne de valeur, qui peuvent consister à s'assurer un approvisionnement durable dans un produit de base, en garantissant aux petits exploitants des revenus suffisants pour persuader les générations futures de continuer à cultiver ce produit.
- AR 41. Lorsqu'elle explique si les **dépendances** se transforment en risques, l'entreprise tient compte des évolutions extérieures.
- AR 42. Lorsqu'elle communique les politiques, **actions**, ressources et **cibles** liées à la gestion des **risques** et **opportunités** matériels, l'entreprise peut, dans les cas où des risques et opportunités découlent d'un **impact** important, renvoyer aux informations qu'elle a publiées sur les politiques, actions, ressources et cibles liées à cet impact.
- AR 43. L'entreprise évalue si et comment son ou ses processus de gestion des risques matériels liés aux **travailleurs de la chaîne de valeur** sont intégrés dans son ou ses processus de gestion des risques.
- AR 44. Lorsqu'elle communique les ressources allouées à la gestion des impacts matériels, l'entreprise peut expliquer quelles fonctions internes participent à la gestion des impacts et quels types d'actions elle mène pour remédier aux impacts négatifs et développer les impacts positifs.

Indicateurs et cibles

Exigence de publication S2-5 — Cibles liées à la gestion des impacts négatifs matériels, à la promotion des impacts positifs et à la gestion des risques et opportunités matériels

- AR 45. Lorsqu'elle publie des informations concernant les **cibles**, conformément au paragraphe 39, l'entreprise peut indiquer:
- a) les résultats devant être obtenus en ce qui concerne la vie des travailleurs de la **chaîne de valeur**, en étant aussi précise que possible;

- b) la stabilité des cibles dans le temps en ce qui concerne les définitions et les méthodes, permettant la comparabilité au fil du temps;
- c) les normes ou engagements sur lesquels se fondent les cibles (par exemple, codes de conduite, politiques d'approvisionnement, cadres globaux ou codes sectoriels).

AR 46. Les **cibles** liées aux **risques** et **opportunités** matériels peuvent être identiques aux cibles liées aux **impacts** matériels, ou différentes de celles-ci. Par exemple, une cible liée à la mise en place de **salaires** décents pour les travailleurs de la **chaîne d'approvisionnement** pourrait réduire à la fois les impacts sur ces travailleurs et les risques connexes concernant la qualité et la fiabilité de leur production.

AR 47. L'entreprise peut également établir une distinction entre les **cibles** se rapportant à un même **engagement stratégique** selon qu'il s'agit de cibles à court, à moyen ou à long terme. Par exemple, l'entreprise peut avoir un objectif à long terme de réduction de 80 %, d'ici à 2030, des **incidents** en matière de santé et de sécurité touchant les travailleurs employés par un **fournisseur** donné, et un objectif à court terme de réduction de x %, avant la fin 2024, de leurs **heures supplémentaires**, sans perte de revenu.

AR 48. Lorsqu'elle modifie ou remplace une **cible** au cours de la période de reporting, l'entreprise peut expliquer ce changement en renvoyant à des changements importants intervenus dans son **modèle économique** ou à des changements plus généraux apportés à la législation ou à la norme communément admise dont provient cette cible, afin de fournir des informations contextuelles conformément à l'ESRS 2 BP-2 *Publication d'informations relatives à des circonstances particulières*.